

## **Des dignitaires de l'Eglise catholique demandent à l'UE de mettre en place des règles contraignantes et uniformes portant sur les ressources naturelles responsables de conflits**

(Bruxelles, le 14 octobre 2014). Alors que le Parlement européen se prépare à légiférer sur un approvisionnement responsable en minerais (« les minerais des conflits »), 70 évêques catholiques du monde entier exhortent l'UE à faire en sorte que la nouvelle réglementation soit cohérente avec d'autres ressources naturelles et contraignante pour les entreprises, plutôt que l'approche volontaire actuelle. Dans une déclaration commune, soutenue par la CIDSE, l'alliance internationale d'agences de développement catholiques, ils préviennent que les citoyens européens attendent des garanties qu'ils ne sont pas complices de financement des conflits et d'atteintes aux droits humains.

**Bernd Nilles**, Secrétaire général de la CIDSE, a déclaré: « *Nous sommes enthousiasmés par ce message de solidarité d'un aussi grand nombre de dignitaires de l'Eglise des quatre continents, demandant à l'UE de donner des garanties quant à la moralité de son commerce des ressources naturelles. Les entreprises, de même que les politiciens, se partagent la responsabilité d'arrêter le financement de conflits violents ainsi que les atteintes aux droits humains dans le monde entier.* »

La réglementation telle que proposée par la Commission européenne en mars 2014, sera débattue par la Commission du commerce international du Parlement européen. Les évêques demandent au Parlement européen de modifier le projet de directive en cours: l'auto-certification volontaire devrait faire place à un système de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme juridiquement contraignant pour toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement. En outre, selon les évêques, la loi ne devrait pas seulement se limiter à quatre minerais, mais aussi inclure d'autres ressources naturelles.

« *Cet appel mondial par les évêques est un message clair aux politiciens de l'UE: seule une réglementation plus large et contraignante pourra changer le comportement des entreprises et aider les personnes et les communautés qui souffrent de la violence* », a déclaré Bernd Nilles.

Actuellement, seules les entreprises qui importent du tantale, du tungstène, de l'étain et de l'or sur le marché européen sont concernées par la législation. La proposition de directive ne s'applique ni aux autres ressources naturelles, ni à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, y compris notamment les entreprises utilisatrices dont les biens de consommation contiennent ces minerais. **Denise Auclair**, Conseillère politique à la CIDSE a déclaré: « *La proposition de la Commission dans sa forme actuelle ne sera pas à la hauteur de son ambition d'en finir avec l'utilisation des revenus de l'exploitation minière pour financer les conflits armés. Les 70 signataires de la déclaration demandent aux députés européens de relever le défi et de veiller à ce que la législation améliore les approches qui existent à l'échelle internationale, plutôt que d'instaurer une norme inférieure* ».

[Lire la déclaration des dignitaires de l'Eglise catholique ici](#)

[FIN]

### **Contact:**

Markus Drake, Responsable Media et Communication de la CIDSE, +32 (0)2 282 40 73,  
[drake@cidse.org](mailto:drake@cidse.org)

### **Remarques à MM. les rédacteurs:**

- La **CIDSE** est une alliance internationale d'agences de développement catholiques. Ses 17 membres d'Europe et d'Amérique du Nord s'efforcent d'éradiquer la pauvreté et d'instaurer la justice dans le monde selon une stratégie qui leur est commune. [www.cidse.org](http://www.cidse.org)
- **Membres de la CIDSE** : Broederlijk Delen (Belgique), CAFOD (Angleterre et Pays de Galles), CCFD-Terre Solidaire (France), Center of Concern (USA), Cordaid (Pays-Bas), Développement et Paix (Canada), Entraide et Fraternité (Belgique), eRko (Slovaquie), Fastenopfer – Carême de partage (Suisse), FEC (Portugal), FOCSIV (Italie), Fondation Bridderlech Deelen (Luxembourg),

KOO (Autriche), Manos Unidas (Espagne), MISEREOR (Allemagne), SCIAF (Écosse), Trócaire (Irlande)

- Pour plus d'information, voir également les publications suivantes de nos organisations membres et partenaires :
  - **Action de Carême:** [Ton portable voudrait se confesser](#)
  - **Commission Justice et Paix Belgique francophone:** [Composition de nos appareils électroniques : des entreprises en crise... de moralité ?](#)
  - Etude disponible prochainement du **CCFD-Terre Solidaire:** « *Des ressources naturelles au cœur des conflits ; agir pour une législation européenne ambitieuse* » ; à paraître le 3 novembre 2014.
- La CIDSE fait partie d'une coalition plus large d'ONG à l'origine de la campagne contre les minerais des conflits: <http://www.globalwitness.org/conflictminerals/>